Un usage plus rationnel de l'eau pour nourrir la population et crÃ©er des millions d'emplois

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
March 2026

Le rÃ©Ã©quilibrage de l'utilisation des ressources en eau dans l'ensemble du systÃ¨me alimentaire mondial est essentiel pour rÃ©pondre de maniÃ¨re durable Ã la demande alimentaire future et pourrait gÃ©nÃ©rer 245 millions d'emplois Ã long terme, principalement en Afrique subsaharienne, selon un nouveau rapport du Groupe de la Banque mondiale publiÃ© le 19 mars, Ã la veille de la JournÃ©e mondiale de l'eau (22 mars).

Le rapport "Nourish and Flourish: Water Solutions to Feed 10 Billion People on a Livable Planet" (Nourrir et prospÃ©rer : des solutions hydriques pour nourrir 10 milliards de personnes sur une planÃ¨te viable) souligne que les pratiques actuelles de gestion de l'eau dans l'agriculture, caractÃ©risÃ©es par une surutilisation dans certains pays et une sous-utilisation dans d'autres, ne peuvent soutenir de maniÃ¨re durable la production alimentaire que pour moins de la moitiÃ© de la population mondiale. D'ici 2050, il faudra nourrir 10 milliards de personnes. Pour rÃ©pondre Ã cette demande de maniÃ¨re durable, il sera essentiel de s'attaquer Ã la fois Ã la surexploitation qui Ã©puise les ressources en eau dans les rÃ©gions en situation de stress hydrique et Ã la sous-exploitation qui laisse inexploitÃ©es les ressources et les capacitÃ©s de production dans les rÃ©gions oÃ¹ l'eau est abondante.

Le rapport prÃ©sente un nouveau cadre pour la gestion de l'eau dans l'agriculture qui Ã©tablit un lien entre la disponibilitÃ© de l'eau, la production alimentaire et le commerce. En classant les pays en fonction de leur stress hydrique et de leur statut en matiÃ¨re d'importation ou d'exportation alimentaire, ce cadre permet d'identifier les zones oÃ¹ le dÃ©veloppement de l'agriculture pluviale peut accroÃ®tre la production alimentaire, celles oÃ¹ les investissements dans l'irrigation peuvent crÃ©er des emplois et stimuler la croissance, celles oÃ¹ l'utilisation de l'eau doit Ãªtre rÃ©Ã©quilibrÃ©e pour protÃ©ger les Ã©cosystÃ¨mes et la productivitÃ© future, et celles oÃ¹ le commerce offre une voie plus durable que la production locale.Â "La maniÃ¨re dont nous gÃ©rons l'eau pour l'alimentation aura des implications profondes sur l'emploi, les moyens de subsistance et la croissance Ã©conomique. En faisant des choix plus judicieux quant aux lieux de culture, Ã la rÃ©partition de l'eau et Ã la maniÃ¨re dont le commerce soutient la sÃ©curitÃ© alimentaire, nous pouvons renforcer la rÃ©silience, multiplier les opportunitÃ©s et prÃ©server les ressources dont nous dÃ©pendons tous", a dÃ©clarÃ© Paschal Donohoe, directe gÃ©nÃ©ral et responsable de la connaissance du Groupe de la Banque mondiale. Pour atteindre ces objectifs, il faudra renforcer la participation et le financement du secteur privÃ© parallÃ¨lement aux investissements publics, en s'appuyant sur des politiques, des institutions et des rÃ©glementations efficaces visant Ã stimuler la production alimentaire, Ã crÃ©er des emplois et Ã soutenir une croissance durable. Le financement public ne peut Ã lui seul garantir les services durables, l'innovation et l'envergure nÃ©cessaires pour dÃ©velopper l'irrigation, amÃ©liorer les performances et pÃ©renniser les rÃ©sulta Les agriculteurs, qui sont les principaux utilisateurs de l'irrigation et ses principaux investisseurs, sont dÃ©jÃ disposÃ©s Ã co-investir lorsque l'accÃ¨s au financement, Ã des Ã©quipements de qualitÃ©, aux marchÃ©s et aux outils numÃ©riques rÃ©duit le risques et les coÃ»ts de transaction auxquels ils sont confrontÃ©s.

On estime que l'extension de l'irrigation lÃ oÃ¹ l'eau est disponible, parallÃ¨lement Ã la modernisation des systÃ¨mes existants, nÃ©cessitera entre 24 et 70 milliards de dollars supplÃ©mentaires par an jusqu'en 2050. Les gouvernements dÃ©pensent dÃ©jÃ environ 490 milliards de dollars par an pour soutenir l'agriculture, dont la majeure partie sous forme de subventions. La rÃ©orientation d'une partie des dÃ©penses actuelles - combinÃ©e Ã une rÃ©forme rÃ©glementaire, au recours financement mixte et Ã des partenariats public-privÃ© - attirera des capitaux privÃ©s, y compris des co-investissements des agriculteurs eux-mÃªmes, et soutiendra une sÃ©curitÃ© hydrique et alimentaire financiÃ¨rement viable.Â

Banque mondiale